



**40 % des agents des impôts et du trésor en grève :**  
**le nouveau Ministre du budget hérite d'une situation conflictuelle**  
**à la Direction générale des finances publiques**

Ce mardi 23 mars, au sein la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, SNADGI-CGT, SNT-CGT, FO-DGFIP, CFDT-Finances Publiques, CFTEC-DGFIP et UNSA-DGFIP appelaient les agents de la DGFIP à se mettre en grève pour la défense et le renforcement des missions, pour améliorer les conditions de vie au travail, pour l'arrêt des suppressions d'emplois, pour les rémunérations et les carrières et pour les pensions.

*Avec 40 % de grévistes de 23 mars 2010, la DGFIP fait, une fois de plus, partie des secteurs professionnels les plus mobilisés.*

*Ce mécontentement durable et profondément ancré ne doit rien au hasard* : il s'explique par l'accumulation de réformes et de suppressions d'emplois depuis une dizaine d'années qui ont progressivement dégradé l'exercice des missions de service public et les conditions de travail. Il s'explique également par le poids des règles managériales inspirées du secteur marchand qui sont inadaptées aux missions de la DGFIP. Il s'explique enfin par la situation créée depuis deux ans du fait de la fusion « impôts/trésor ».

*Eric Woerth part en effet au moment où la situation se complique, il laisse à son successeur une situation conflictuelle*, compliquée et très tendue. En particulier, les opérations découlant de la fusion « impôts/trésor » ne sont pas achevées, les chantiers relatifs aux statuts des agents et aux règles de gestion sont encore loin d'être bouclés et dans les services, l'accélération des *restructurations* dans le cadre de la fusion s'effectue *à un train d'enfer* insupportable (du fait de la date politique butoir de 2012 à laquelle cette fusion doit en théorie être achevée).

De plus, le non remplacement de deux départs à la retraite sur trois met l'ensemble des agents et des services sous tension. Cumulé aux réformes et aux suppressions d'emplois passées, cette accélération crée *une situation intenable*. Après 10 ans de restructurations en tout genre, le bilan est édifiant : 18 000 suppressions d'emplois, 1 000 trésoreries supprimées, des objectifs en hausse et de délais de plus en plus contraints...

*Le nouveau Ministre du budget et le Directeur général des finances publiques doivent désormais prendre en compte la réalité des services et les demandes des personnels* telles qu'elles sont portées aujourd'hui par les agents et leur représentants dans le cadre d'une intersyndicale large et sur la base d'une plateforme revendicative unitaire : conditions de vie au travail, exercice des missions, statut et règles de gestion, pensions... ; sur tous les sujets, le Ministre et le directeur général doivent d'urgence ouvrir des négociations et apporter des réponses concrètes et positives (en commençant par exemple par desserrer les délais).